

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE
PRÉFECTURE DE LA SOMME

Direction des Actions
Interministérielles

Urbanisme et Environnement
3^{ème} Bureau

Installations classées pour la
protection de l'environnement
S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS »

ARRÊTE DU 10 JUIN 2003

Le préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu les articles L. 511 à L. 517 du code de l'environnement relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le chapitre I, titre IV, livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu le code national des bonnes pratiques agricoles ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 79-595 du 13 juillet 1979 relative à l'organisation du contrôle des matières fertilisantes et des supports de culture ;

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le règlement sanitaire départemental défini par l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1979 modifié ;

Vu la circulaire du 17 décembre 1998 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2002 portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Artois-Picardie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 1996 relatif au plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 août 2001 relatif au programme d'action dans les zones vulnérables de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2002 autorisant la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS », siège social : 153 rue de Courcelles à PARIS (75817), à exploiter des installations de fabrication d'acides aminés sur l'espace industriel Nord des communes d'AMIENS, aux lieux dits « Les Treize » parcelle cadastrée section KR n° 1, « Les Douze » KR n° 172, 266, 268, 490, 622, 627, 632, 634, « Chemin de Vaux » KR n° 693, « Le Champ Pendu » KW n° 389, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 493, 494, 496, 497, 523 à 525, 571, et d'ARGOEUVES, aux lieux dits « Le Champ de l'Eglise » ZC n° 129, 131, 303, 306, 309, 312, 315, 317, 319, 321, 323, 344, 362, « Le Village » ZC n° 302 ;

Vu la demande présentée par la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à la valorisation par épandage agricole de sous-produits (SUPPLECAL) issus de la station d'épuration de l'usine susvisée, sur un périmètre de 7 634 hectares répartis sur le territoire des communes d'AILLY-LE-HAUT-CLOCHER, AILLY-SUR-NOYE, AILLY-SUR-SOMME, ALLONVILLE, AMIENS, ARGOEUVES, ARGUEL, ARQUÈVES, AUTHEUX, AUTHIEULE, BACOUËL-SUR-SELLE, BAVELINCOURT, BEAUCAMPS-LE-VIEUX, BEAUCOURT-SUR-L'HALLUE, BEAUQUESNE, BEAUVAL, BÉHENCOURT, BELLEUSE, BELLOY-SUR-SOMME, BERGICOURT, BERNAVILLE, BERTANGLES, BERTEAUCOURT-LES-DAMES, BETTENCOURT-SAINT-OUEN, BLANGY-SOUS-POIX, LE BOSQUEL, BOURDON, BOVELLES, BRASSY, BREILLY, BRUCAMPS, BUSSUS-BUSSUEL, CARDONNETTE, CERISY, LA-CHAUSSEE-TIRANCOURT, COISY, CONTAY, CONTRE, CONTY, COTTENCHY, COURCELLES-SOUS-THOIX, DOMART-EN-PONTHIEU, DOMMARTIN, DOMQUEUR, DOULLENS, ERGNIES, ESCLAINVILLERS, ESSERTAUX, ESTREES-SUR-NOYE, FIEFFES-MONTRELET, FIENVILLERS, FLESSELLES, FLEURY, FLIXECOURT, FOUENCAMPS, FRANQUEVILLE, FRÉCHENCOURT, FRÉMONTIERS, FRESNOY-EN-CHAUSSEE, GÉZAINCOURT, GORENFLOS, GRATTEPANACHE, GUIZANCOURT, HAILLES, HALLOY-LES-PERNOIS, HARPONVILLE, HAVERNAS, HÉBÉCOURT, HÉRISSART, HESCAMPS, JUMEL, LAMOTTE-WARFUSÉE,

LÉALVILLERS, LOEUILLY, LONGUEVILLETTE, MAISON-ROLAND, MARCELCAVE, MESNIL-DOMQUEUR, MÉZIÈRES-EN-SANTERRE, MIRVAUX, MOLLIENS-AU-BOIS, MONSURES, MONTIGNY-SUR-L'HALLUE, MONTONVILLERS, NAMPS-MAISNIL, NAMPTY, NAOURS, NEUVILLE-COPPEGUEULE, NEUVILLE-LES-LOEUILLY, ORESMAUX, PICQUIGNY, PIERREGOT, PLACHY-BUYON, POIX-DE-PICARDIE, POULAINVILLE, PUCHEVILLERS, QUERRIEU, QUIRY-LE-SEC, RAINCHEVAL, RAINNEVILLE, RUBEMPRÉ, RUMIGNY, SAINS-EN-AMIÉNOIS, SAINT-FUSCIEN, SAINT-GERMAIN-SUR-BRESLE, SAINT-GRATIEN, SAINT-OUEN, SAINT-SAUFLIEU, SAINT-VAAST-EN-CHAUSSÉE, SALEUX, SAULCHOY-SOUS-POIX, SAVEUSE, SENTELIE, SOUES, TALMAS, TERRAMESNIL, THIEULLOY-LA-VILLE, TILLOY-LES-CONTY, TOUTENCOURT, VADENCOURT, VARENNES, VAUX-EN-AMIENOIS, VERS-SUR-SELLE, LA-VICOGNE, VIGNACOURT, VILLERS-BOCAGE, VILLERS-BRETONNEUX, VILLERS-CAMPSART et WARGNIES ;

Vu le dossier produit à l'appui de cette demande ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2002 organisant une enquête publique sur cette demande du lundi 15 avril 2002 au vendredi 17 mai 2002 ;

Vu le mémoire en réponse (CCR/LRO/038402 de juin 2002) produit par la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » suite aux observations recueillies pendant l'enquête publique ;

Vu le rapport de la commission d'enquête ;

Vu la lettre de la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » à l'inspection des installations classées du 2 décembre 2002 ;

Vu la lettre de la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » à l'inspection des installations classées du 10 février 2003 ;

Vu la lettre de la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » à l'inspection des installations classées du 16 avril 2003 ;

Vu la délibération du conseil municipal de WARGNIES du 11 février 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de FRÉCHENCOURT du 29 mars 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal d'ARQUEVES du 8 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de SAINT-FUSCIEN du 15 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de BETTENCOURT-SAINT-OUEN du 16 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de BERTANGLES du 23 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de HAVERNAS du 23 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de MIRVAUX du 25 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de VADENCOURT du 25 avril 2002 ;

Vu la délibération du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de COTTENCHY-DOMMARTIN du 25 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal d'ARGOEUVES du 26 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de MOLLIENS-AU-BOIS du 26 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de PIERREGOT du 26 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de BERTEAUCOURT-LES-DAMES du 29 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de BOVELLES du 29 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de COTTENCHY du 30 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de HALLOY-LES-PERNOIS du 30 avril 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de POULAINVILLE du 3 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de VAUX-EN-AMIENOIS du 3 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal d'HESCAMPS du 7 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de RUBEMPRE du 10 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de BEAUCOURT-SUR-L'HALLUE du 13 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de MAISON-ROLAND du 13 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de BEAUQUESNE du 14 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de LA-CHAUSSEE-TIRANCOURT du 14 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de TILLOY-LES-CONTY du 14 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal d'ALLONVILLE du 16 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de SAINT-GRATIEN du 16 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de CONTRE du 17 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de COISY du 23 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de FLIXECOURT du 24 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de FRANQUEVILLE du 24 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal d'HEBECOURT du 24 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de NEUVILLE-COPPEGUEULE du 24 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de PUCHEVILLERS du 24 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de VILLERS-CAMPSART du 25 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de QUERRIEU du 28 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de SOUES du 28 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de LEALVILLERS du 30 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de BEHENCOURT du 31 mai 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de RUMIGNY du 3 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de TERRAMESNIL du 5 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de BEAUCAMPS-LE-VIEUX du 6 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de GORENFLOS du 6 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de LAMOTTE-WARFUSEE du 10 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de SAVEUSE du 10 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de POIX-DE-PICARDIE du 11 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de FLEURY du 13 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de MONTIGNY-SUR-L'HALLUE du 13 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de SAULCHOY-SOUS-POIX du 13 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de BEAUVAIL du 14 juin 2002 ,

Vu la délibération du conseil municipal de TOUTENCOURT du 14 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de COURCELLES-SOUS-THOIX du 17 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de SAINS-EN-AMIENOIS du 17 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de BERGICOURT du 19 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal d'ESSERTAUX du 20 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de MEZIERES-EN-SANTERRE du 21 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de BUSSUS-BUSSUEL du 25 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de CONTY du 28 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de LOEUILLY du 28 juin 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de SENTELIE du 5 juillet 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal de BRASSY du 6 juillet 2002 ;

Vu la délibération du conseil municipal d'AMIENS du 3 octobre 2002 ,

Vu l'avis du service d'assistance technique à la gestion des épandages de la chambre d'agriculture de la Somme du 21 mars 2002 ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Somme du 12 avril 2002 ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'équipement de la Somme du 30 mai 2002 ;

Vu l'avis de la mission inter-services de l'eau de la Somme du 10 juin 2002 ;

Vu l'avis du directeur régional de l'environnement de Picardie du 11 juin 2002 ;

Vu l'avis du sous-préfet de MONTDIDIER du 26 août 2002 ;

Vu l'avis de la sous-préfète de PERONNE du 10 septembre 2002 ;

Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » du 13 février 2003 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 2 mai 2003 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène de la Somme du 19 mai 2003 ;

Vu la lettre du 4 juin 2003 de la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » ;

Considérant que la procédure de d'instruction de la demande d'autorisation prévue par la législation a été conduite ;

Considérant que le projet d'épandage de SUPPLECAL est conforme à la réglementation en vigueur ;

Considérant que la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » dispose à ce jour de capacités techniques et financières en rapport avec son projet d'épandage de SUPPLECAL ;

Considérant que les teneurs et les flux en éléments-traces métalliques et en micro-polluants organiques présents dans le SUPPLECAL sont inférieurs aux valeurs limites de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé pour pouvoir épandre ;

Considérant que le SUPPLECAL est hygiénisé au sens de la circulaire du 17 décembre 1998 prise en application de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé au vu du dénombrement des agents pathogènes ;

Considérant que le SUPPLECAL fait l'objet de tests de zootoxicité et de phytotoxicité qui n'ont pas montré d'effets toxiques ou néfastes sur la faune ou la flore ;

Considérant que les teneurs en éléments-traces métalliques analysés dans les sols destinés à recevoir le SUPPLECAL sont en dessous des valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour pouvoir épandre ;

Considérant que le périmètre d'épandage a été défini suite à une étude pédologique et une étude hydrogéologique ;

Considérant que la protection des captages d'eaux potables ayant fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique recensés sur le périmètre d'épandage ont été pris en compte dans le projet par le demandeur ;

Considérant que l'épandage du SUPPLECAL entre dans le cadre d'une fertilisation raisonnée qui vise à substituer aux engrais chimiques habituellement utilisés des engrais d'origine organique ;

Considérant que la dose à épandre a été définie dans l'étude préalable en fonction de la composition du SUPPLECAL, du besoin de la succession culturale envisagée ;

Considérant que la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » a apporté des réponses aux questions soulevées lors de l'enquête publique ;

Considérant que la commission d'enquête a, en conclusion de son rapport, émis un avis favorable au projet ;

Considérant qu'aucune opposition ou objection de principe n'a été formulée à l'encontre du projet par les services administratifs consultés et que les réserves, observations et recommandations émises par les services administratifs consultés sont pris en compte par le présent arrêté ;

Considérant qu'aucune opposition ou objection de principe n'a été formulée à l'encontre du projet par le service d'assistance technique à la gestion des épandages de la chambre d'agriculture de la Somme (SATEGE) ;

Considérant que moyennant les mesures spécifiées par le présent arrêté, les inconvénients potentiels du projet d'épandage de SUPPLECAL peuvent être prévenus ;

Considérant qu'il convient, conformément aux articles 18 et 20 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, d'imposer à cet établissement relevant du régime de l'autorisation toutes les conditions complémentaires d'exploitation prenant en compte les observations et avis émis lors de l'enquête publique et par les services administratifs pour cette activité de valorisation par épandage agricole du SUPPLECAL, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement susvisé et notamment la commodité du voisinage, la santé et la salubrité publique ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- A R R Ê T E -

Article 1^{er} : Sous réserve du droit des tiers, la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS », siège social : 153 rue de Courcelles à PARIS (75017), est autorisée à procéder à la valorisation par épandage agricole du « SUPPLECAL » produit sur le site de son établissement situé sur l'espace industriel Nord d'AMIENS-ARGOEUVES, tel que défini à l'annexe II § II.1 du présent arrêté, sur un périmètre de 7 634 hectares de terres agricoles situées sur le territoire des communes listées à l'annexe III du présent arrêté, sur les parcelles repérées par leurs coordonnées cadastrales sur les parcellaires au 1/25 000 regroupés dans le « *dossier cartographique par commune* » joint à la demande d'autorisation susvisée présentée par la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS », à l'exception des parcelles visées à l'alinéa suivant.

Il est interdit d'épandre sur les parcelles :

- ⇒ K13 et K14 de la commune de BELLOY-SUR-SOMME et P25 de la commune d'HAILLES situées en zone humide ;
- ⇒ ZA23, ZA24 et ZA25, vouées à l'extension de la zone industrielle de la commune de POIX-DE-PICARDIE ;
- ⇒ ZB24 en totalité et ZB146 pour 3 hectares situés au nord de la parcelle à proximité des habitations, de la commune de BERTANGLES.

Cette autorisation est délivrée sous réserve du strict respect des conditions et prescriptions jointes en annexes I, II et III, sans préjudice des conditions et limites de fertilisation des sols agricoles applicables au titre d'autres législations et réglementations.

Article 2 :

En cas d'impossibilité d'utiliser le SUPPLECAL en valorisation agricole dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et par le présent arrêté, la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » assurera son élimination dans une installation d'élimination de déchets dûment autorisée à cet effet au titre du livre V du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publicité

Un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois aux mairies concernées, listées à l'annexe III, par les soins des maires, ainsi qu'en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du même arrêté sera par ailleurs déposée aux mairies susvisées pour être tenue à la disposition du public.

Procès verbal de l'accomplissement des mesures de publicité leur incombant sera dressé par les soins des maires précités.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'installation peuvent être consultées sera, par ailleurs, inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans « Le Courrier Picard » et « L'Action Agricole Picarde ».

Article 4 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif d'AMIENS dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux conditions prévues à l'article L 514.6 du code de l'environnement.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets d'ABBEVILLE, MONTDIDIER et PÉRONNE, les maires d'AILLY-LE-HAUT-CLOCHER, AILLY-SUR-NOYE, AILLY-SUR-SOMME, ALLONVILLE, AMIENS, ARGOEUVES, ARGUEL, ARQUÈVES, AUTHEUX, AUTHIEULE, BACOUËL-SUR-SELLE, BAVELINCOURT, BEAUCAMPS-LE-VIEUX, BEAUCOURT-SUR-L'HALLUE, BEAUQUESNE, BEAUVAL, BÉHENCOURT, BELLEUSE, BELLOY-SUR-SOMME, BERGICOURT, BERNAVILLE, BERTANGLES, BERTEAUCOURT-LES-DAMES, BETTENCOURT-SAINT-OUEN, BLANGY-SOUS-POIX, LE BOSQUEL, BOURDON, BOVELLES, BRASSY, BREILLY, BRUCAMPS, BUSSUS-BUSSUEL, CARDONNETTE, CERISY, LA-CHAUSSÉE-TIRANCOURT, COISY, CONTAY, CONTRE, CONTY, COTTENCHY, COURCELLES-SOUS-THOIX, DOMART-

EN-PONTHIEU, DOMMARTIN, DOMQUEUR, DOULLENS, ERGNIES, ESCLAINVILLERS, ESSERTAUX, ESTREES-SUR-NOYE, FIEFFES-MONTRELET, FIENVILLERS, FLESSELLES, FLEURY, FLIXECOURT, FOUENCAMPS, FRANQUEVILLE, FRÉCHENCOURT, FRÉMONTIERS, FRESNOY-EN-CHAUSSEE, GÉZAINCOURT, GORENFLOS, GRATTEPANACHE, GUIZANCOURT, HAILLES, HALLOY-LES-PERNOIS, HARPONVILLE, HAVERNAS, HÉBÉCOURT, HÉRISSART, HESCAMP, JUMEL, LAMOTTE-WARFUSÉE, LÉALVILLERS, LOEUILLY, LONGUEVILLETTE, MAISON-ROLAND, MARCELCAVE, MESNIL-DOMQUEUR, MÉZIÈRES-EN-SANTERRE, MIRVAUX, MOLLIENS-AU-BOIS, MONSURES, MONTIGNY-SUR-L'HALLUE, MONTONVILLERS, NAMPS-MAISNIL, NAMPTY, NAOURS, NEUVILLE-COPPEGUEULE, NEUVILLE-LES-LOEUILLY, ORESMAUX, PICQUIGNY, PIERREGOT, PLACHY-BUYON, POIX-DE-PICARDIE, POULAINVILLE, PUCHEVILLERS, QUERRIEU, QUIRY-LE-SEC, RAINCHEVAL, RAINNEVILLE, RUBEMPRÉ, RUMIGNY, SAINS-EN-AMIÉNOIS, SAINT-FUSCIEN, SAINT-GERMAIN-SUR-BRESLE, SAINT-GRATIEN, SAINT-OUEN, SAINT-SAUFLIEU, SAINT-VAAST-EN-CHAUSSEE, SALEUX, SAULCHOY-SOUS-POIX, SAVEUSE, SENTELIE, SOUES, TALMAS, TERRAMESNIL, THIEULLOY-LA-VILLE, TILLOY-LES-CONTY, TOUTENCOURT, VADENCOURT, VARENNES, VAUX-EN-AMIÉNOIS, VERS-SURSELLE, LA-VICOGNE, VIGNACOURT, VILLERS-BOCAGE, VILLERS-BRETONNEUX, VILLERS-CAMPSART et WARGNIES, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » et dont une ampliation sera adressée aux :

- › Directeur départemental de l'équipement de la Somme ;
- › Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme ;
- › Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Somme ;
- › Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Somme ;
- › Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme ;
- › Chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Somme ;
- › Responsable du service d'assistance technique à la gestion des épandages de la chambre d'agriculture de la Somme ,
- › Directeur régional de l'environnement de Picardie.

Amiens, le 10 juin 2003

Pour le préfet et par délégation :
Le secrétaire général,



Signé :

Claude SERRA

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES
POUR AMPLIATION**

Pour le préfet et par délégation :
L'attaché, chef de bureau,


Marc COTTEAUX

I - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

I.1. - Conditions générales de l'arrêté préfectoral

Le présent arrêté ne saurait être opposable à l'administration en cas de refus d'autorisation à un autre titre.

L'exploitant affiche en permanence, de façon visible et lisible, à l'entrée de l'établissement un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'activité d'épandage est soumise.

La nature, les caractéristiques et les quantités de SUPPLECAL destiné à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées en cas d'inobservation des prescriptions conditionnant la présente autorisation, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

I.2. - Conformité au dossier

Les caractéristiques du SUPPLECAL à épandre et des sols aptes à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de réalisation sont conformes aux données de l'étude préalable et aux plans contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des règlements en vigueur.

I.3. - Modifications

Toute modification apportée par l'exploitant sur les caractéristiques des matières premières utilisées et de leurs produits de traitement et de lavage ainsi que du système de traitement des eaux, du SUPPLECAL à épandre, sur le périmètre d'épandage ou sur les modalités de sa réalisation, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation utiles en application de l'article 20 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

I.4. - Déclaration des accidents et incidents

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait de l'activité d'épandage qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences ainsi que les mesures prises pour y remédier ou en éviter le renouvellement.

I.5. - Prévention des dangers et nuisances

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

I.6. - Documents et registres

L'exploitant dispose en permanence des documents suivants :

- ⇒ dossiers de demande d'autorisation d'exploiter ;
- ⇒ autorisation d'exploiter et textes pris en application de la législation relative aux installations classées transmis par le préfet du département,
- ⇒ programme prévisionnel d'épandage,
- ⇒ cahier d'épandage,
- ⇒ bilan annuel de l'épandage,
- ⇒ contrat avec le prestataire réalisant l'opération d'épandage,
- ⇒ contrats avec les agriculteurs concernés par l'épandage,
- ⇒ plans du parcellaire destiné à l'épandage,
- ⇒ plan global du périmètre d'épandage.

L'ensemble de ces documents est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, ou lui est transmis sur simple demande. Leur mise à jour est constamment assurée et datée.

I.7. - Insertion dans le paysage

Toutes dispositions sont prises par l'exploitant pour que l'épandage et le stockage du SUPPLECAL s'intègrent dans leur environnement et pour en limiter l'impact visuel.

Les abords des dispositifs de stockage placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence.

I.8. - Contrôle

L'inspection des installations classées peut, le cas échéant en utilisant les dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement, réaliser ou faire réaliser à tout moment, de manière inopinée ou non, des prélèvements d'eaux souterraines ou superficielles, de SUPPLECAL, de déchets ou de sols, ainsi que des mesures de niveaux sonores ou de vibrations.

Les frais de prélèvement, de mesure et d'analyse occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

Ces dispositions sont applicables à l'ensemble du périmètre d'épandage.

I.9. - Annulation - Déchéance - Abandon d'activité

La présente autorisation cesse de produire effet au cas où l'exploitant n'aurait pas procédé à la valorisation par épandage agricole du SUPPLECAL dans un délai de 3 ans après la notification du présent arrêté ou n'aurait pas réalisé d'épandage durant deux années consécutives sur le périmètre d'épandage, sauf le cas de force majeure. L'absence d'épandage durant dix années consécutives sur une parcelle du plan d'épandage entraîne la nullité de l'autorisation d'épandage sur ladite parcelle.

En cas de cessation de l'activité d'épandage, l'exploitant en informe le préfet au moins 6 mois avant la date d'arrêt prévue et adresse après l'ultime épandage un dossier comprenant :

- le plan à jour du périmètre d'épandage ;
- un mémoire sur l'état du périmètre d'épandage qui comprendra :
 - ◆ une analyse de sol sur chaque point de référence tel que défini dans l'étude préalable ;
 - ◆ une analyse des éléments-traces métalliques sur chaque point de référence tel que défini dans l'étude préalable ;

- ♦ une étude hydrogéologique et l'analyse détaillée des résultats des analyses d'eaux souterraines disponibles pratiquées depuis au moins 5 ans ;

et indiquera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

I.10. - Réglementation générale / Arrêtés et circulaires ministériels

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

- Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines.
- Arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances.
- Arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées.
- Arrêté du 27 septembre 1989 relatif aux normes d'émission d'aldrine, de dieldrine, d'endrine et d'isodrine dans les eaux résiduelles.
- Arrêté du 23 janvier 1991 relatif aux rejets de cadmium et d'autres substances dans les eaux en provenance d'installations classées pour la protection de l'environnement.
- Arrêté du 2 octobre 1991 relatif au rejet dans les eaux de trichloroéthène.
- Arrêté du 2 octobre 1991 relatif au rejet dans les eaux de tétrachloroéthène.
- Arrêté du 2 octobre 1991 relatif au rejet dans les eaux de 1,2 dichloroéthane.
- Arrêté du 2 octobre 1991 relatif au rejet dans les eaux de trichlorobenzène.
- Arrêté du 21 novembre 1991 relatif aux rejets dans les eaux de mercure (secteur autre que l'électrolyse des chlorures alcalins).
- Arrêté du 4 mars 1996 relatif à la protection des eaux contre les nitrates d'origine agricole.
- Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
- Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté du 26 décembre 2002 portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Artois-Picardie

**VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du 10 juin 2003**

Pour le préfet et par délégation :
Le préfet adjoint, chef de bureau,



Marc COTTEAUX

10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

II.1. - Définition des termes usuels rencontrés dans le présent arrêté

- ⇒ Azote total = $NKT + NO_2^- + NO_3^-$ (sera exprimé en N)
- ⇒ $NKT = N_{\text{organique}} + N_{NH_4}$
- ⇒ La potasse sera exprimée en K_2O
- ⇒ Le phosphore sera exprimé en P_2O_5
- ⇒ Le calcium sera exprimé en CaO
- ⇒ Le magnésium sera exprimé en MgO .

Classes d'aptitude des sols définies dans l'étude préalable :

- ♦ Classe 0 : Interdiction d'épandage et de stockage
- ♦ Classe 1 : Épandage à dose agronomique réduite (15 t / ha) limité aux périodes de déficit hydrique,
- ♦ Classe 2 : Épandage à dose agronomique (20 t / ha).

Le « SUPPLECAL » est constitué d'un mélange de :

- boues de la station d'épuration interne de la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » à AMIENS épaissies, déshydratées et chaulées,
- gâteaux de filtration d'hydrolysats de protéines, composés d'un mélange de soja et de bactéries, issus de la fabrication de la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » à AMIENS,

à l'exclusion de tout autre déchet ou produit.

Le cas échéant, afin de respecter les spécifications relatives à la teneur en matière sèche, un structurant carboné (paille ou écorce) pourra être introduit dans le SUPPLECAL, par la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » ou par un prestataire dûment autorisé à cet effet.

II.2. - Méthodes d'échantillonnages et d'analyses

Les méthodes d'échantillonnages et d'analyses des sols et des déchets applicables pour le respect des dispositions du présent arrêté sont celles fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

II.3. - Conditions de l'épandage

La S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » est autorisée à épandre au maximum 30 000 tonnes par an de SUPPLECAL.

Le SUPPLECAL en sortie station respecte les caractéristiques suivantes :

- matière sèche > 290 g/kg de produit brut,
- $CaO > 120$ g/kg de produit brut,
- $12 < pH < 13$.

Le SUPPLECAL prêt à l'épandage, en bout de champ, respecte les caractéristiques suivantes :

- matière sèche > 290 g/kg de produit brut,
- $12 < \text{pH} < 13$.

Les parcelles sur lesquelles l'épandage du SUPPLECAL est autorisé sont définies à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Une période minimale de 4 ans est observée avant un nouvel épandage de SUPPLECAL sur une même parcelle.

Toutefois, un retour sur une même parcelle après trois ans est accepté à condition d'implanter sur la parcelle considérée 4 plantes sarclées (betteraves ou pommes de terre) sur 10 ans et sous réserve expresse du strict respect des flux maximaux de matière sèche et de substances et éléments indésirables sur 10 ans définis à l'article II.6 ci-dessous.

L'épandage est réalisé à une dose maximale de 20 tonnes/ha de SUPPLECAL brut.

II.4. - Teneurs limites du SUPPLECAL en éléments et substances indésirables

Les teneurs en éléments traces métalliques, micropolluants organiques et agents pathogènes du SUPPLECAL ne doivent pas dépasser les valeurs limites suivantes :

a) Éléments traces métalliques

Éléments	Valeur limite (mg/kg MS)
Cadmium (Cd)	0,5
Chrome (Cr)	200
Cuivre (Cu)	30
Mercure (Hg)	0,3
Nickel (Ni)	30
Plomb (Pb)	60
Zinc (Zn)	80
Chrome+cuivre+nickel+zinc	400

b) Micropolluants organiques

Micropolluants	Valeur limite (mg/kg MS)
Total des 7 PCB	0,06
Fluoranthène	0,1
Benzo (b) Fluoranthène	0,1
Benzo (a) Pyrène	0,1

c) Agents pathogènes

Éléments	Valeurs limites
Salmonelles	8 NPP*/10 g MS
Entérovirus	3 NPPUC**/10 g MS
Œufs d'helminthes viables	3/10 g MS

* Nombre le Plus Probable

** Nombre le Plus Probable d'Unité Cytopathogène

II.5. - Procédure de dérogation aux dispositions de l'article II.4

En cas de dépassement des concentrations maximales en éléments indésirables dans le SUPPLECAL prévus par le présent arrêté à l'article II.4, le lot de SUPPLECAL non conforme sera immédiatement isolé du reste de la production et clairement identifié comme lot non conforme. La S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » informera sans délai l'inspection des installations classées.

Si le lot non conforme présente des teneurs en éléments indésirables supérieures aux valeurs-limites prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, pour un ou plusieurs de ces éléments indésirables, il sera éliminé dans une installation régulièrement autorisée à cet effet.

Si toutes les teneurs en éléments indésirables du lot non conforme restent inférieures aux valeurs-limites prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » proposera au préfet, dans un délai d'un mois après identification du lot non conforme, une solution d'élimination compatible avec les caractéristiques du lot. La valorisation en agriculture pourra éventuellement être admise, à titre dérogatoire aux dispositions de l'article II.4 du présent arrêté, après avis de l'inspection des installations classées, de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt et du responsable de la mission interservices de l'eau, sous réserve de :

- ⇒ strict respect de l'ensemble des autres dispositions du présent arrêté, en particulier les dispositions de l'article II.6,
- ⇒ fournir la description qualitative et quantitative du produit défectueux,
- ⇒ indiquer la ou les parcelles envisagées pour l'élimination de ce produit défectueux,
- ⇒ déterminer les doses d'épandage appropriées et les justifier,
- ⇒ justifier l'intérêt agronomique et l'innocuité du produit défectueux pour ces parcelles,
- ⇒ préciser les conditions de stockage temporaire et d'épandage envisagées,
- ⇒ préciser les éventuelles modalités particulières de suivi après épandage.

A défaut, le lot non conforme sera éliminé dans une installation régulièrement autorisée à cet effet.

La valorisation en agriculture d'un lot non conforme devra rester une mesure exceptionnelle. Chaque dérogation fera l'objet d'une information du conseil départemental d'hygiène de la Somme par l'inspection des installations classées. Aucune dérogation ne pourra plus être accordée dès lors que trois dérogations auront été accordées dans les douze mois précédents.

En outre, la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » remettra au préfet, dans un délai d'un mois après identification du lot non conforme, un rapport complet sur l'origine de la non conformité et les mesures prises pour éviter le renouvellement d'un tel incident.

II.6. - Quantités maximales d'éléments et de substances indésirables et de matières fertilisantes épandues

Par épandage, les quantités d'éléments et de substances indésirables apportées par le SUPPLECAL sur 1 m², ne dépassent pas les valeurs suivantes :

a) Éléments traces métalliques

Eléments	Valeur limite (mg/m ²)
Cadmium (Cd)	0,5
Chrome (Cr)	200
Cuivre (Cu)	30
Mercure (Hg)	0,3
Nickel (Ni)	30
Plomb (Pb)	60
Zinc (Zn)	80
Chrome+cuivre+nickel+zinc	400

b) Micropolluants organiques

Micropolluants	Valeur limite (mg/m ²)
Total des 7 PCB	0,06
Fluoranthène	0,1
Benzo (b) Fluoranthène	0,1
Benzo (a) Pyrène	0,1

Par épandage, les quantités d'éléments et de matières fertilisantes apportées par le SUPPLECAL sur 1 ha, ne dépassent pas les valeurs suivantes :

Eléments fertilisants	Valeur limite (kg/ha)
Azote total (N)	200*
Calcium total (CaO)	3 600
Magnésium total (MgO)	100
Phosphore total (P ₂ O ₅)	250
Potassium (K ₂ O)	100

*** La S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » devra en outre s'assurer que la dose d'azote apportée est compatible avec le respect par l'exploitant agricole des exigences de la réglementation en vigueur en matière de protection des eaux contre la pollution par les nitrates agricoles en zone vulnérable.**

Sur 10 ans, la quantité de matière sèche apportée est limitée à 3 kg/m² et les flux cumulés en éléments et substances indésirables apportés par le SUPPLECAL ne dépassent pas les valeurs suivantes :

Éléments traces métalliques	Flux cumulé apporté sur 10 ans (mg/m ²)
Cadmium (Cd)	1,5
Chrome (Cr)	600
Cuivre (Cu)	90
Mercure (Hg)	0,9
Nickel (Ni)	90
Plomb (Pb)	180
Zinc (Zn)	240
Cr + Cu + Ni + Zn	1 200

Micropolluants organiques	Flux cumulé apporté sur 10 ans (mg/m ²)
Total des 7 PCB	0,18
Fluoranthène	0,3
Benzo (b) Fluoranthène	0,3
Benzo (a) Pyrène	0,3

II.7. - Modalités d'épandage

L'épandage du SUPPLECAL est réalisé avec un épandeur à plateaux.

L'épandage est réalisé en tenant compte de la direction des vents soufflants. Ainsi, toutes les dispositions sont prises pour que l'épandage ne soit pas réalisé dans des conditions pénalisantes pour les habitations du point de vue du sens du vent.

En cas de nuisances avérées, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que cessent ces nuisances :

- ⇒ arrêt de l'épandage
- ⇒ mise en place de modes de traitement des effluents.

Pendant toute la période d'épandage, une personne nommément désignée par l'exploitant, sera chargée de veiller au bon déroulement des opérations et d'intervenir en cas d'incidents, de dérives ou de plaintes.

L'épandage est interdit à moins de 50 m des habitations ou locaux occupés par des tiers, des zones de loisirs et des établissements recevant du public.

Après épandage, le SUPPLECAL est enfoui au plus tard sous 48 heures. Il appartient à la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » de s'assurer, préalablement à l'épandage, que les conditions climatiques prévues pour les 48 heures suivant l'épandage ne risquent pas de compromettre l'accès à la parcelle aux engins agricoles nécessaires à l'enfouissement.

II.8. - Interdiction d'épandage

L'épandage du SUPPLECAL est interdit :

- sur des parcelles recevant, la même année, des effluents ou des boues issus d'autres installations industrielles ou de stations d'épuration urbaines ;
- dans les périmètres de protection immédiat et rapproché des captages d'alimentation en eau potable ;
- sur les terrains affectés à des cultures maraîchères et fruitières, herbages, sols non cultivés y compris les jachères non industrielles ;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient un ruissellement hors du champ d'épandage ;
- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou enneigé et les périodes de forte pluviosité ;
- en zone humide ;
- sur les parcelles de classe d'aptitude 0 ;
- à moins de 50 m des habitations ;
- à moins de 10 mètres des voies de circulation et chemins non spécifiques aux activités agricoles.

II.9. - Stockage sur le site de production

Le stockage du SUPPLECAL sur le lieu de production doit être fait dans des conditions qui ne portent pas ou ne risquent pas de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Une capacité de stockage correspondant à au moins 15 jours de production de SUPPLECAL, soit 1 300 tonnes de SUPPLECAL brut est créée. Elle est constituée d'une plate forme étanche bétonnée couverte. Les "jus" sont canalisés, collectés et renvoyés à la station d'épuration interne.

Toutes dispositions sont prises par l'exploitant pour que le stockage du SUPPLECAL sur site en attente d'épandage ne soit pas source de gênes ou de nuisances pour le voisinage, pour que les émissions d'odeurs soient minimisées notamment lors des phases d'apport et de reprise.

II.10. - Transport du SUPPLECAL

Toutes les dispositions devront être prises afin d'éviter toutes dégradations et salissures liées au passage des engins sur la chaussée.

Le transport du SUPPLECAL est réalisé avec des attelages agricoles ou routiers dont les bennes ou les remorques sont étanches.

II.11. - Stockage sur plates-formes aménagées

11 plates-formes aménagées et stabilisées en craie sont implantées conformément à la localisation précisée dans le dossier de demande d'autorisation susvisé.

L'implantation d'une plate-forme de stockage de SUPPLECAL est interdite sur des parcelles situées dans le périmètre éloigné des captages d'alimentation en eau potable.

La capacité globale de ces plates-formes est limitée à 10 000 tonnes de SUPPLECAL.

La capacité de stockage sur le site de la station d'épuration est utilisée prioritairement.

3 plates-formes de stockage représentatives, choisies conformément à l'avis d'un hydrogéologue agréé, font l'objet d'un suivi piézométrique des eaux souterraines. A cet effet, ces plates-formes sont équipées de deux piézomètres, implantés conformément aux recommandations d'un hydrogéologue agréé, l'un en amont et l'autre en aval hydraulique de la plate-forme.

Les analyses sont réalisées au minimum 2 fois par an et portent sur les paramètres déterminés par un hydrogéologue agréé et a minima sur les paramètres suivants : azote, chrome, nickel et plomb.

Les résultats sont transmis au préfet, avec l'avis d'un hydrogéologue agréé.

Les conditions suivantes sont respectées :

- La plate-forme ne porte pas atteinte à la visibilité au niveau des carrefours routiers ;
- Toutes les précautions sont prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ;
- La plate-forme respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage par l'article 37 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux occupés par des tiers fixée à 800 mètres ; en outre une distance de 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés est respectée ;
- Le volume de chaque plate-forme est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ;
- La hauteur de stockage est limitée à 1,50 mètre ;
- La durée de stockage de chaque lot de SUPPLECAL sur ces plates-formes est limité à 1 an.

II.12. - Stockage temporaire en bout de champ

Le SUPPLECAL peut être stocké temporairement sur les parcelles d'épandage, pour une durée maximale d'un an.

Les conditions suivantes sont respectées :

- Le dépôt ne porte pas atteinte à la visibilité au niveau des carrefours routiers ;
- Toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ;
- Le stockage est effectué sur des plates formes aménagées et stabilisées en craie dans la mesure du possible ; à défaut, il est effectué sur des sols dont la pédologie présente une couche de limon suffisante ;
- Le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage par l'article 37 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux occupés par des tiers fixée à 100 mètres ; en outre une distance de 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés est respectée ;
- Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ;
- Le retour du dépôt sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de 3 ans, sauf pour les plates-formes situées sur les parcelles de classe 1, pour lesquelles le retour ne peut intervenir avant un délai de 4 ans.

Le stockage du SUPPLECAL est interdit sur des parcelles situées dans le périmètre de protection éloigné des captages d'alimentation en eau potable.

II.13. - Contrats d'épandage

La S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » est liée à chaque exploitant agricole mettant ses terres à disposition, par un contrat d'épandage précisant la nature, la composition moyenne et la quantité de SUPPLECAL, les doses d'apport, les parcelles réceptrices ainsi que les conditions d'épandage et de suivi du SUPPLECAL et des sols, conformément aux dispositions du présent arrêté, et la durée de contrat.

Ce contrat doit spécifier que les parcelles recevant du SUPPLECAL ne doivent pas être fertilisées ou amendées par des effluents ou des boues issues d'autres installations industrielles ou stations d'épuration urbaines et par un autre sous-produit soumis à un plan d'épandage si l'apport de ce sous-produit sur le plan agronomique n'est pas complémentaire à celui du SUPPLECAL.

La S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » est également tenue d'établir un contrat avec le ou les prestataires en charge, le cas échéant, de l'opération d'épandage (si celle-ci n'est pas réalisée par l'exploitant agricole lui-même). Ce contrat doit notamment permettre au prestataire d'intervenir dans le respect des dispositions du présent arrêté applicables à l'opération d'épandage et doit indiquer sa durée.

Un exemplaire de chacun des contrats est conservé par la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS ».

La S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » est responsable de l'élimination du SUPPLECAL et des autres déchets issus de son établissement. Toutes les conséquences susceptibles de résulter de leur valorisation par épandage en agriculture relèvent de la responsabilité de la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » sans limite de temps.

II.14. - Dispositions spécifiques à l'épandage sur peupleraies

Outre les dispositions prévues au paragraphe II.13, une convention spécifique est souscrite entre la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » et les propriétaires des parcelles comprises dans le plan d'épandage affectée à des peupleraies.

La S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » est tenue de s'assurer de l'innocuité du SUPPLECAL vis-à-vis des peupliers.

En cas d'atteinte des peupliers, l'épandage du SUPPLECAL devra être suspendu sans délai, même si l'origine de l'atteinte n'est pas établie, et ne pourra être repris qu'après démonstration que l'épandage du SUPPLECAL n'est pas en cause.

Les épandages sur les peupleraies n'ont lieu qu'en mai et juin.

II.15. - Suivi du SUPPLECAL

La composition du SUPPLECAL fait l'objet d'une surveillance régulière.

Les analyses sont réalisées sur les paramètres suivants selon la périodicité indiquée dans le tableau ci-dessous :

Paramètres à analyser	Périodicité
Oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn)	12 / an
Caractérisation de la valeur agronomique : <ul style="list-style-type: none"> ◆ PH ◆ Rapport C/N ◆ Matière organique ◆ Azote global, azote ammoniacal ◆ Phosphore total (P_2O_5) ◆ Potassium total (K_2O) ◆ Calcium total (CaO) ◆ Magnésium total (MgO) ◆ Taux de matière sèche 	12 / an sortie station + 20 / an en bout de champ
Eléments traces métalliques : Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn	4 / an
Micro-polluants organiques : <ul style="list-style-type: none"> ◆ 7 principaux PCB (28-52-101-118-138-153-180) ◆ fluoranthène ◆ benzo(b)fluoranthène ◆ benzo(a)pyrène 	2 / an
Agents pathogènes : Salmonelles, entérovirus, œufs d'helminthes viables	1 / an

Les analyses sont réalisées sur des échantillons moyens représentatifs de la période écoulée depuis l'analyse précédente du même paramètre.

En cas de changement de procédé, de changement de traitement, ou de tout incident survenant au cours de l'exploitation ou de la production du SUPPLECAL susceptible d'en affecter la composition, une analyse complète sur l'ensemble des paramètres ci-dessus doit impérativement être réalisée avant épandage.

II.16. - Suivi des sols

La S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » réalise une analyse de sols de chaque parcelle concernée par l'épandage avant chaque campagne d'épandage, au point de référence défini pour la parcelle correspondante dans l'annexe 14 du dossier de demande d'autorisation susvisé.

Cette analyse porte sur les paramètres suivants :

- ⇒ granulométrie
- ⇒ matière organique
- ⇒ pH
- ⇒ carbone
- ⇒ azote global, azote ammoniacal
- ⇒ rapport C/N
- ⇒ P_2O_5 échangeable ; K_2O échangeable ; MgO échangeable ; CaO échangeable
- ⇒ $CaCO_3$
- ⇒ oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn)

La S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » définit en outre 30 parcelles de référence :

- choisies chez des agriculteurs utilisateurs réguliers du SUPPLECAL,
- de telle sorte que chaque année au moins 6 parcelles de référence soient concernées par un épandage, ces six parcelles étant réparties comme suit :
 - 2 parcelles sur limon léger ou moyen, dont une avec rotation sans pomme de terre,
 - 2 parcelles sur limon argileux, dont une avec rotation sans pomme de terre,
 - 2 parcelles sur sol calcaire, dont une avec rotation sans pomme de terre.

Chaque année, les parcelles de référence concernées par un épandage font l'objet d'une analyse des éléments traces métalliques (Cd, Cr, Cu, Mg, Ni, Pb, Zn).

1 profil d'azote par tranche de 25 ha épandus, et au minimum un par exploitation, est réalisé chaque année en sortie d'hiver.

L'exploitant procède à un examen comparatif des résultats obtenus par rapport aux analyses de référence. L'ensemble des résultats des analyses de sols sont interprétés et transmis à tous les exploitants agricoles concernés.

II.17. - Programme prévisionnel d'épandage

Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi en accord avec les exploitants agricoles concernés avant la campagne d'épandage. Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par les opérations d'épandage et les surfaces épandables correspondantes, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture sur ces parcelles (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) ;
- les analyses des sols visées au point II.16 du présent arrêté, permettant la caractérisation de leur valeur agronomique ;

- la caractérisation de la valeur agronomique du SUPPLECAL (résultats des analyses visées au point II.15 du présent arrêté) et quantités prévisionnelles ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation du SUPPLECAL en fonction de résultats d'analyses (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...), des apports d'autres fertilisants ;
- les périodes prévisionnelles de livraison et l'épandage ;
- les contraintes particulières éventuelles ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'administration chargée de la police de l'eau au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.

Au plus tard un mois avant le début des opérations concernées, la S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » adresse la partie de ce programme relative à chacune des communes du plan d'épandage à :

- ▷ la commune considérée
- ▷ ainsi qu'à chaque commune limitrophe,
- ▷ de sorte que chaque commune reçoive non seulement les informations relatives aux épandages prévus sur son territoire mais aussi sur le territoire des communes limitrophes.

II.18. - Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et conservé pendant une durée minimale de 30 ans, est constitué et mis à jour ; il comporte les informations suivantes :

- ⇒ les quantités de SUPPLECAL épandues par unité culturale et les dates d'épandage
- ⇒ les parcelles réceptrices, leur surface et les cultures pratiquées
- ⇒ le contexte météorologique lors de chaque épandage
- ⇒ l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur le SUPPLECAL, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation
- ⇒ l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses
- ⇒ les incidents éventuels.

La S.A.S. « AJINOMOTO EUROLYSINE SAS » doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation du SUPPLECAL (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

II.19. - Bilan annuel

Un bilan annuel de l'épandage est établi par l'exploitant dans un document qui comprend :

- les parcelles réceptrices
- un bilan qualitatif (résultats d'analyses) et quantitatif du SUPPLECAL épandu
- le suivi de la qualité des eaux souterraines sur au moins un point représentatif à l'aval de la zone d'épandage sur les paramètres suivant : pH, Azote kjeldahl, ammonium, nitrates, nitrites, chlorures, sodium, potassium, sulfates. L'exploitant pourra entre autres utiliser les analyses relatives aux captages A.E.P. présents sur et en dehors de la zone d'épandage
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportés sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sols
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent

- la mise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale
- les conclusions de la campagne d'épandage, établies par l'organisme chargé du suivi agronomique.

Ce bilan doit faire l'objet d'une large information des exploitants agricoles (présentation ou envoi d'une copie du document). Un exemplaire du document sera transmis au préfet et à l'inspection des installations classées pour le 1er mai de l'année suivant chaque année d'épandage.

**VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du 10 juin 2003**

Pour le préfet et par délégation :
L'attaché, chef de bureau,



Marc COTTEAUX

**LISTE DES COMMUNES SUR LE TERRITOIRE DESQUELLES
L'ÉPANDAGE DU SUPPLECAL EST AUTORISÉ**

AILLY-LE-HAUT-CLOCHER	DOULLENS	NAOURS
AILLY-SUR-NOYE	ERGNIÉS	NEUVILLE-COPPEGUEULE
AILLY-SUR-SOMME	ESCLAIVILLERS	NEUVILLE-LES-LOEUILLY
ALLONVILLE	ESSERTEAUX	ORESMEAUX
AMIENS	ESTREES-SUR-NOYE	PICQUIGNY
ARGOEUVES	FIEFFES-MONTRELET	PIERREGOT
ARGUEL	FIENVILLERS	PLACHY-BUYON
ARQUEVES	FLESSELLES	POULAINVILLE
AUTHEUX	FLEURY	PUCHEVILLERS
AUTHIEULE	FLIXECOURT	QUERRIEU
BACOUËL-SUR-SELLE	FOUENCAMPS	QUIRY-LE-SEC
BAVELINCOURT	FRANQUEVILLE	RAINCHEVAL
BEAUCAMPS-LE-VIEUX	FRECHENCOURT	RAINNEVILLE
BEAUCOURT-SUR-L'HALLUE	FREMONTIERS	RUBEMPRE
BEAUQUESNE	FRESNOY-EN-CHAUSSEE	RUMIGNY
BEAUVAIL	GEZAINCOURT	SAINS-EN-AMIENOIS
BEHENCOURT	GORENFLOS	SAINT-FUSCIEN
BELLEUSE	GRATTEPANCHE	SAINT-GERMAIN-SUR-BRESLE
BELLOY-SUR-SOMME	GUIZANCOURT	SAINT-GRATIEN
BERGICOURT	HALLOY-LES-PERNOIS	SAINT-OUËN
BERNAVILLE	HARPONVILLE	SAINT-SAUFLIEU
BERTANGLES	HAVERNAS	SAINT-VAST-EN-CHAUSSEE
BERTEAUCOURT-LES-DAMES	HEBECOURT	SALEUX
BETTENCOURT- SAINT-OUËN	HERISSART	SAULCHOIX-SOUS-POIX
BLANGY-SOUS-POIX	HESCAMPS	SAVEUSE
BOSQUEL (LE)	JUMEL	SENTELIE
BOURDON	LA-CHAUSSEE-TIRANCOURT	SOUES
BOVELLES	LA-VICOGNE	TALMAS
BRASSY	LAMOTTE-WARFUSEE	TERRASMESNIL
BREILLY	LEALVILLERS	THIEULLOY-LA-VILLE
BRUCAMPS	LOEULLY	TILLOY-LES-CONTY
BUSSUS-BUSSUEL	LONGUEVILLETTE	TOUTENCOURT
CARDONNETTE	MAISON-ROLAND	VADENCOURT
CERISY	MARCELCAVE	VARENNES
COISY	MESNIL-DOMQUEUR	VAUX-EN-AMIENOIS
CONTAY	MEZIERES-EN-SANTERRE	VERS-SUR-SELLE
CONTRE	MIRVAUX	VIGNACOURT
CONTY	MOLLIENS-AU-BOIS	VILLERS-BOCAGE
COTTENCHY	MONSURES	VILLERS-BRETONNEUX
COURCELLES-SOUS-THOIX	MONTIGNY-SUR-L'HALLUE	VILLERS-CAMPSART
DOMART-EN-PONTHIEU	MONTONVILLERS	WARGNIES
DOMMARTIN	NAMPS-MAISNIL	
DOMQUEUR	NAMPTY	

**VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du 10 juin 2003**

Pour le préfet et par délégation :
L'attaché, chef de bureau,



Marc COTTEAUX